

**DEPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE
ARRONDISSEMENT DE SAINT-NAZAIRE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE
LA VILLE DE PORNIC**

SEANCE PUBLIQUE DU 11 MAI 2026

L'an deux mille vingt-six, le lundi 11 mai à 19 h 30, le Conseil Municipal de Pornic, sur convocation régulière en date du mardi 5 mai 2026, dûment accompagnée d'une note explicative de synthèse, s'est réuni à la Salle du Conseil - Relais Saint Gilles à Pornic, en session ordinaire, sous la présidence de M. HUBERT Maire.

Présents : Mmes et MM. Antoine HUBERT, Gwenaél BOUSQUET, Catherine VASSEUR, Norbert MARTINEZ, Véronique PERSON, Serge ROUSSEAU, Caroline LIBERATORE, Bruno GRIS, Ombeline ACCARION, Alexandre APPERT, Tony BOURGEOIS, Christine CROCQUEVIEILLE-BARREAU, Catherine DELRUE, Dorothée DENOUE, Pascal GENTIL, Corine GUIGNARD, Claire HUGUES, Marie JOUBERT, Délizar KASSOUS, Marc LE HIR, Christophe MAILLARD, Bastian MALDINEY, Cédric MONFRAY, Alexandra NICOLLE, Sylvie PACAUD, Dominique PAGEAUD, Nelly POIRIER, Noa RETOURNÉ, Henri RODRIGUEZ, Isabelle RONDINEAU-DEGENNE, Mégane THIBAUT-LOQUET.

Pouvoirs : Jacques SUHARD à Sylvie PACAUD

Absent : Olivier CAPELLE

Secrétaire de séance : Noa RETOURNÉ

Conseillers en exercice : **33** - Présents : **31** - Votants : **32** - Quorum : **17**

2026 - V – 01 - Règlement intérieur du Conseil Municipal

Vu l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui prévoit que dans les communes de 1 000 habitants et plus, le Conseil Municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Considérant que le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil Municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Considérant l'obligation de fixer dans son règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats de service public ou de marchés prévus à l'article L.2121-12 du CGCT, les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales ainsi que les modalités d'expression dans le bulletin municipal des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale conformément à l'article L2121-27-1 du CGCT.

Considérant que M. le Maire a rencontré des membres du groupe « Agir ensemble à Pornic » et du groupe « Plus loin avec vous pour Pornic » le 27 avril 2026 pour échanger sur une proposition de règlement intérieur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le règlement intérieur du Conseil Municipal applicable à la mandature 2026-2032.

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,
Le Maire,



Antoine HUBERT



SOMMAIRE

I - Réunion du Conseil municipal

Article 1 : Périodicité des séances du Conseil municipal	p. 04
Article 2 : Convocation	p. 04
Article 3 : Ordre du jour	p. 04
Article 4 : Transmission des documents	p. 04
Article 5 : Consultation des dossiers et des documents	p. 05

II - Tenue des séances du Conseil municipal

Article 6 : Présidence	p. 05
Article 7 : Quorum	p. 06
Article 8 : Mandats	p. 06
Article 9 : Secrétariat de séance	p. 06
Article 10 : Accès et tenue du public	p. 07
Article 11 : Enregistrement et diffusion des débats	p. 07
Article 12 : Séance à huis clos	p. 07
Article 13 : Suspension de séance	p. 07
Article 14 : Police de l'assemblée	p. 07

III - Déroulement et organisation des séances : Débats et votes

Article 15 : Déroulement de la séance	p. 08
Article 16 : Organisation des débats	p. 08
Article 17 : Débat d'Orientations Budgétaires	p. 08
Article 18 : Votes	p. 09
Article 19 : Questions	p. 09
Article 20 : Débat sur la politique générale de la commune	p. 10

IV - Commissions

Article 21 : Commissions municipales	p. 10
Article 22 : Fonctionnement des commissions municipales	p. 10
Article 23 : Comités consultatifs	p. 11
Article 24 : Commissions obligatoires	p. 11

V - Procès-verbaux et liste des délibérations

Article 25 : Procès-verbal et liste des délibérations	p. 12
---	-------

VI - Référendum et consultation

Article 26 : Référendum local	p. 13
Article 27 : Consultation des électeurs	p. 13

VII - Dispositions diverses

Article 28 : Groupe d'Elus	p. 14
Article 29 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux	p. 14
Article 30 : Bulletin d'information générale	p. 14
Article 31 : Modifications du présent règlement	p. 15
Article 32 : Références juridiques	p. 15

P R E A M B U L E

En vertu des dispositions de l'article L.2121-8 du Code général des Collectivités territoriales, "dans les communes de 1 000 habitants et plus, le Conseil Municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation."

Le contenu du règlement intérieur a vocation à fixer des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

I - REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 1 : Périodicité des séances du conseil municipal

Article L 2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) : *"Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre".*

Article L 2121-9 du CGCT : *"Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de 30 jours, quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des Conseillers en exercice".*

Article 2 : Convocation

Article L 2121-10 du CGCT : *"Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse".*

Article L. 2121-12 du CGCT : *"Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal.*

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure."

Toute convocation est faite par le Maire. Elle contient l'indication du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. L'assemblée se réunit, en principe, dans la salle du Conseil municipal situé au Relais Saint Gilles.

Si les circonstances le nécessitent, un changement exceptionnel et provisoire du lieu du Conseil municipal peut être décidé par le Maire. Cet autre lieu est situé sur le territoire de la commune, respecte le principe de neutralité, les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires, et permet d'assurer la publicité des séances.

La convocation accompagnée de l'ordre du jour, d'une note explicative de synthèse et des documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour sont adressés aux conseillers municipaux, cinq jours francs au plus tard avant le jour de la réunion.

Sauf urgence, toute affaire soumise à délibération et approbation du conseil est préalablement soumise pour avis aux commissions municipales compétentes.

Article 3 : Ordre du jour

Le maire fixe l'ordre du jour. Il est porté à la connaissance du public sur le site Internet de la Ville et par affichage dans les mairies.

Article 4 : Transmission des documents

Le dossier complet du conseil municipal est transmis à tous les élus par voie dématérialisée. Il pourra être transmis à titre exceptionnel en version papier sur demande écrite.

Article 5 : Consultations des dossiers et des documents

Article L 2121-13 du CGCT : *"Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération".*

Article L 2121-13-1 du CGCT : *"La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.*

Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, la commune peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires.

Ces dispositions sont applicables aux établissements publics de coopération intercommunale".

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale, devra être adressée au Maire sous réserve de l'application de l'article L.2121-12 alinéa 2.

Chaque conseiller municipal disposera d'une adresse électronique de la Ville avec l'extension « @pornic.fr » qu'il pourra utiliser dans le cadre de sa fonction. Toute information transmise de manière dématérialisée par les services de la Ville se fera sur cette adresse mail.

Article L 2121-12, alinéa 2, du CGCT : *"... Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur..."*.

La consultation des dossiers, projets de contrats ou de marchés, sera possible uniquement en mairie et aux heures ouvrables sur demande auprès du service de l'Administration Générale dans les cinq jours précédant le Conseil Municipal.

II – TENUE DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 6 : Présidence

Article L 2121-14, alinéa 1^{er}, du CGCT : *"Le Conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace..."*.

Article L 2122-17 : *"En cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par un adjoint, dans l'ordre des nominations et, à défaut d'adjoint, par un conseiller municipal désigné par le conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau. »*

Election du Maire

Article L 2122-8, alinéa 1^{er}, du CGCT : *"La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal".*

Compte Financier Unique

Article L 2121-14, alinéa 2 et 3, du CGCT : *"... Dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote".*

Le président élu dirige les débats portant sur ce point précis.

Article 7 : Quorum

Article L 2121-17 du CGCT : *"Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente".*

La majorité est atteinte si le nombre de conseillers en exercice présents à la séance est supérieur à la moitié du nombre des membres en exercice.

Le président de la séance, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, s'assure que la majorité des membres en exercice assiste à la séance, et donne connaissance des procurations éventuelles qui doivent être nominatives et signées. Le Code général des Collectivités Territoriales prévoit qu'un même Conseiller Municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ. Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le président lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Dans le cas où le quorum n'est pas atteint car un ou plusieurs conseillers municipaux quittent la salle pour risque de conflit d'intérêt, seul le point concerné est reporté à une date ultérieure, la séance peut reprendre dès que les élus réintègrent la salle du conseil et que le quorum est atteint.

Article 8 : Mandats

Article L 2121-20, alinéa 1^{er}, du CGCT : *"Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir..."*

Le mandataire remet le pouvoir signé au président de séance en début de séance ou lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut également être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 9 : Secrétariat de séance

Article L 2121-15 du CGCT : *"Au début de chaque séance, le Conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire."*

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations".

Le Maire propose au Conseil municipal de nommer un secrétaire de séance.

Le secrétaire de séance alors nommé assiste le Maire pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, la constatation des votes et le bon déroulement des scrutins. Il contrôle et valide l'élaboration du procès-verbal de séance.

Le secrétariat administratif des séances du Conseil municipal est assuré par les services administratifs de la Ville, chargés au cours de la phase préparatoire des séances publiques, de rédiger l'ordre du jour fixé par le Maire et d'en assurer l'expédition.

Article 10 : Accès et tenue du public

Article L. 2121-18 alinéa 1er du CGCT : Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 11 : Enregistrement et diffusion des débats

Article L 2121-18, alinéa 3, du CGCT : "Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle".

L'enregistrement et la diffusion des séances des conseils municipaux sont autorisés sous réserve qu'il ne trouble pas l'ordre public de la séance.

A ce titre, le maire reste chargé de la police de l'assemblée et doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le déroulement normal des débats.

En cas de diffusion, le droit à l'image des personnes présentes, autres que les conseillers municipaux, et du public doit être protégé : sauf à ce que soit recueilli le consentement préalable des intéressés, Des plans larges ne permettant pas l'identification des personnes ou la technique du floutage des visages doivent être utilisés.

Tout propos qui portent sur des personnes et toutes délibérations qui comportent des données sensibles sur les personnes ne devra pas être diffusé.

Les séances publiques du conseil municipal sont enregistrées en audio et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.

Article 12 : Séance à huis clos

Article L. 2121-18 alinéa 2 du CGCT : "Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos".

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil municipal.

Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer et toute diffusion doit être interrompue.

Article 13 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Le président peut mettre aux voix toute demande émanant des conseillers.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 14 : Police de l'assemblée

Article L 2121-16 du CGCT : "Le maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre..."

Les séances du conseil municipal sont publiques. Pendant tout le cours de la séance, les personnes composant l'auditoire se tiennent assises, dans la mesure des places disponibles et en silence. Le maire peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui, par son attitude, perturbe le déroulement de la séance.

III – DEROULEMENT ET ORGANISATION DES SEANCES : DEBATS ET VOTES

Article L 2121-29 du CGCT : *"Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune. Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'Etat dans le département.*

Lorsque le conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.

Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local".

Article 15 : Déroulement de la séance

Le président de séance propose au Conseil municipal de nommer un secrétaire de séance.

Il procède ensuite à l'appel nominal des conseillers municipaux et constate le quorum.

Il fait approuver le procès-verbal de la ou des séances précédentes.

Il rend compte des décisions prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, sous forme d'un tableau récapitulatif déposé sur les tables.

Il appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Chaque affaire est rapportée par l'élu en charge du dossier.

A la demande du président de séance, des personnes qualifiées extérieures à l'assemblée délibérante peuvent intervenir pour compléter l'information des membres de l'assemblée sur des délibérations qui leur sont soumises, sans pouvoir participer au débat.

Article 16 : Organisation des débats

Le maire, président de l'assemblée, est chargé de la direction des débats. Il maintient l'ordre et a le droit d'y rappeler nominalement les membres qui s'en écartent.

Aucun membre du Conseil municipal ne peut parler sans avoir demandé la parole et l'avoir obtenue du président de séance. Ils ne peuvent en aucun cas interrompre l'un de leurs collègues, sauf s'ils y sont autorisés par le président et avec la permission de l'orateur.

Lorsqu'un orateur s'écarte du sujet traité ou s'il trouble le bon déroulement de la séance, la parole peut lui être retirée par le président de séance qui peut alors faire le cas échéant application de ses pouvoirs de police.

Nul ne peut prendre la parole après la clôture du débat par le président de séance.

A la demande du président de séance, les fonctionnaires municipaux assistant à la séance peuvent au cours des débats communiquer oralement des éléments techniques.

Article 17 : Débat d'orientations budgétaires

Article L 1612-26 du CGCT : *"Le maire ou le président de l'assemblée délibérante présente à l'assemblée délibérante, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il fait l'objet d'une transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'une publication et d'un débat à l'assemblée délibérante, dont il est pris acte par une délibération spécifique".*

Le débat d'orientation budgétaire aura lieu lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet, dans un délai de 10 semaines avant l'examen du budget.

Il est pris acte du débat d'orientation budgétaire par une délibération du Conseil municipal qui doit faire l'objet d'un vote. Par son vote, l'assemblée délibérante prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le débat d'orientation budgétaire.

Le rapport d'orientation budgétaire sera joint à l'envoi des convocations de la séance au cours de laquelle il sera débattu.

Les dispositions de l'article 16 du présent règlement, consacrées à l'organisation des débats, sont applicables de plein droit au débat sur les orientations budgétaires.

Article 18 : Votes

Article L 2121-20, alinéas 2 et 3, du CGCT : *"Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante."*

Article L 2121-21 du CGCT : *"Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Il est voté au scrutin secret soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation."*

Le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux représentations, sauf dispositions législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin."

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire."

Le conseil municipal vote de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président de séance et le secrétaire qui comptent le nombre de votants pour, le nombre de votants contre et le nombre d'abstentions.

Lorsque la délibération porte sur une affaire dans laquelle un conseiller municipal a un intérêt, celui-ci ne participe pas au débat et au vote.

Article 19 : Questions

Article L 2121-19 du CGCT : *"Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune..."*

Si un membre de l'assemblée souhaite évoquer une question non discutée à l'ordre du jour, l'intervenant devra présenter au maire, par écrit, une demande de question orale, assortie au besoin de documents écrits, dans la semaine précédente et au moins dans les 72 heures précédant la séance.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et peuvent donner lieu à des échanges au sein de l'assemblée.

Les questions seront posées par leur auteur à l'issue de l'examen de toutes les affaires inscrites à l'ordre du jour.

La réponse orale sera faite par le maire ou l'adjoint concerné, immédiatement ou ultérieurement, dans un délai qui sera toujours précisé par le maire.

Si l'objet des questions orales le justifie, le maire peut décider de les transmettre pour examen aux commissions municipales concernées.

Article 20 : Débat sur la politique générale de la commune

Article L 2121-19 du CGCT : « A la demande d'un dixième au moins des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé lors de la réunion suivante du conseil municipal.

L'application du deuxième alinéa ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an."

Toute demande de débat sur la politique générale de la commune doit être adressée au Maire au moins 72 heures avant la séance.

Le Conseil municipal sera informé par mail, avant la séance, de la tenue d'un débat à l'issue de l'examen de toutes les affaires inscrites à l'ordre du jour.

IV - COMMISSIONS

Article 21 : Commissions municipales

Article L 2121-22, alinéa 1^{er}, du CGCT : "Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres".

Chaque commission, dont le maire est président de droit, est composée de 9 membres du conseil municipal titulaires et 1 membre du conseil municipal suppléant pour chaque groupe d'élus.

La répartition des membres doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée.

La répartition selon le principe de la représentation proportionnelle octroie 7 sièges pour la liste « Pornic Vent d'Avenir » et 1 siège pour le groupe d'élus de la liste « Agir Ensemble à Pornic ». Le 9^{ème} siège est attribué au seul élu de la liste « Plus loin pour vous, pour Pornic » qui de fait sera membre de toutes les commissions, sans avoir de membre suppléant.

Une commission « Marchés à procédures adaptées » qui sera composée des membres de la commission d'Appel d'offres (CAO) émettra un avis sur les marchés à procédures adaptées à partir de 200 000 € et jusqu'au seuil de compétence de la CAO.

Article 22 : Fonctionnement des commissions municipales

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice-président.

La commission se réunit sur convocation du maire, président de droit ou du vice-président.

En cas de membres suppléants, ces derniers ne peuvent siéger qu'en l'absence d'un titulaire du groupe d'élus qu'ils représentent. Il est fait appel au suppléant par le titulaire absent. Aucune convocation ne leur est transmise.

Les commissions municipales instruisent les affaires qui leur sont soumises. Elles n'ont pas pouvoir de décision mais émettent un avis. A la demande du président ou du vice-président, des agents municipaux peuvent assister aux séances des commissions municipales. Elles ne sont pas publiques. Elles peuvent être, à la demande du Président, ouvertes à des personnalités extérieures qui seront entendues à titre consultatif.

La Directrice Générale des Services de la mairie ou son représentant peut, de droit, assister aux réunions.

La convocation accompagnée de l'ordre du jour et des documents préparatoires est envoyée par voie dématérialisée aux membres de la Commission au minimum cinq jours francs avant la réunion ou à plus bref délai s'il y a nécessité.

L'avis des membres de la commission pourra être simplement sollicité par mail au vu du caractère d'urgence d'un projet de délibération.

Un compte-rendu synthétique de chaque réunion est établi. Il est transmis à l'ensemble des conseillers municipaux.

Les débats des commissions ainsi que les comptes rendus ne doivent faire l'objet d'aucune diffusion ou communication extérieure ; ils ne peuvent être rapportés en aucune circonstance avant que la décision du Conseil municipal à laquelle ils se rapportent ne soit devenue définitive.

Article 23 : Comités consultatifs

Article L. 2143-2 du CGCT : *Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales.*

Sur proposition du maire, il en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours.

Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal, désigné par le maire.

Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués.

La composition des comités consultatifs est fixée par délibération du conseil municipal.

Chaque comité, présidé par un membre du conseil municipal désigné parmi ses membres, est composé d'élus et de personnalités extérieures à l'assemblée communale et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

Article 24 : Commissions obligatoires

Commission consultative des services publics locaux (CCSPL)

Article L1413-1 du CGCT : *(...) les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière (...)*

Cette commission, présidée par le maire, (...), le président de l'organe délibérant, ou leur représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants des usagers et des habitants intéressés à la vie des services publics locaux, nommés par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Commission d'appels d'offres et Commission de délégation de service public (CAO et

Article L1414-2 du Code général des collectivités territoriales : *« Pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique, à l'exception des marchés publics passés par les établissements publics sociaux ou médico-sociaux, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5. »*

Article L 1414-5 du Code général des collectivités territoriales : *« Une commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public...La commission est composée*

par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public. »

Article D1411-3 du Code général des collectivités territoriales : « *Les membres titulaires et suppléants de la commission chargée d'ouvrir les plis, prévue à l'article à L 1411-5, contenant les offres des candidats susceptibles d'être retenus comme délégataires d'un service public local sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel* ».

Article D1411-4 du Code général des collectivités territoriales : « *Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.*

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus ».

En cas de vacances de siège, il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral des commissions d'appels d'offres et de délégation de service public lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir au remplacement des membres auxquels elle a droit.

V – PROCES-VERBAL ET LISTE DES DELIBERATIONS

Article 25 : Procès-verbal et liste des délibérations

Article L2121-25 du Code général des collectivités territoriales : « *Dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe* ».

Article L. 2121-15, alinea 3, du code général des collectivités territoriale : « *Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le maire et le ou les secrétaires* ».

Les séances du Conseil municipal donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de l'intégralité des débats.

En début de séance, le président fait approuver le procès-verbal de la ou des séances précédentes.

Toute demande de rectification doit être présentée au maire sous forme écrite dans la semaine qui précède la séance du conseil municipal. Elle est mentionnée au procès-verbal suivant. Les procès-verbaux approuvés revêtent alors un caractère définitif.

Le procès-verbal est porté à la connaissance du public sur le site Internet de la Ville dès son approbation par le conseil municipal.

VI – REFERENDUM ET CONSULTATION

Article 26 : Référendum local

Article L.O. 1112-1 du CGCT : "L'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à référendum local tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de cette collectivité".

Article L.O. 1112-2 du CGCT : "L'exécutif d'une collectivité territoriale peut seul proposer à l'assemblée délibérante de cette collectivité de soumettre à référendum local tout projet d'acte relevant des attributions qu'il exerce au nom de la collectivité, à l'exception des projets d'acte individuel".

Article L.O. 1112-3 du CGCT : "Dans les cas prévus aux articles LO 1112-1 et LO 1112-2, l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale, par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois après la transmission de la délibération au représentant de l'Etat, convoque les électeurs et précise le projet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs.

L'exécutif de la collectivité territoriale transmet au représentant de l'Etat dans un délai maximum de huit jours la délibération prise en application de l'alinéa précédent.

Le représentant de l'Etat dispose d'un délai de dix jours à compter de la réception de la délibération pour la déférer au tribunal administratif s'il l'estime illégale. Il peut assortir son recours d'une demande de suspension.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui statue dans un délai d'un mois, en premier et dernier ressort, sur la demande de suspension. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués paraît, en l'état de l'instruction, propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de l'acte attaqué ou du projet de délibération ou d'acte soumis à référendum.

Lorsque la délibération organisant le référendum local ou le projet de délibération ou d'acte soumis à référendum est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui en prononce la suspension dans les quarante-huit heures".

Article 27 : Consultation des électeurs

Article L 1112-15 du CGCT : "Les électeurs d'une collectivité territoriale peuvent être consultés sur les décisions que les autorités de cette collectivité envisagent de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie du ressort de la collectivité, pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité".

Article L 1112-16 du CGCT : "Dans une commune, un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales et, dans les autres collectivités territoriales, un dixième des électeurs, peuvent demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de la collectivité l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de cette assemblée.

Chaque trimestre, un électeur ne peut signer qu'une seule demande tendant à l'organisation d'une consultation par une même collectivité territoriale.

La demande est adressée au maire ou au président de l'assemblée délibérante. Il accuse réception de la demande et en informe le conseil municipal ou l'assemblée délibérante à la première séance qui suit sa réception.

Le ou les organisateurs d'une demande de consultation dans une collectivité territoriale autre que la commune sont tenus de communiquer à l'organe exécutif de cette collectivité une copie des listes électorales des communes où sont inscrits les auteurs de la demande.

La décision d'organiser la consultation appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale".

Article L 11121-17, alinéa 1^{er} du CGCT : " L'assemblée délibérante de la collectivité territoriale arrête le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour du scrutin et convoque les électeurs. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'Etat".

VII – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 28 : Groupe d'Elus

Par principe les conseillers municipaux sont rattachés au groupe avec lequel ils ont été élus. Si au cours du mandat, un conseiller municipal souhaite être rattaché à un autre groupe ou identifié comme non inscrit à un groupe, il doit en aviser le maire par courrier. Un groupe est constitué au minimum de 2 élus.

Article 29 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux

Article L 2121-27 du CGCT : *"Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun"*.

La demande de mise à disposition d'un local par la minorité municipale doit être adressée au maire.

Le local sera aménagé de telle sorte qu'il permette une utilisation conforme à son affectation, c'est-à-dire la tenue de réunions par les conseillers, l'étude de documentations et l'examen de dossiers. Il sera équipé de tables et chaises, et d'un accès à Internet.

Le local n'est pas destiné à être une permanence ni à accueillir des réunions publiques.

La répartition du temps d'occupation du local administratif mis à la disposition des conseillers minoritaires entre leurs différents groupes est fixée d'un commun accord. En l'absence d'accord, le maire procède à cette répartition en fonction de l'importance des groupes.

Article 30 : Bulletin d'information générale

Article L 2121-27-1 du CGCT : *"Dans les communes de 1 000 habitants et plus, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale"*.

Dans le magazine municipal de la Ville, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une autre liste que celle de la majorité ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale. Ces tribunes sont également diffusées sur le site Facebook et sur le site internet de la Ville via la mise en ligne du magazine.

Chaque groupe d'élus disposera d'un espace identique.

L'espace d'expression attribué à chacun se décompte en nombre de signes comprenant les espaces avec titre et les signatures. Les textes seront mis en page en fonction de la charte graphique et typographique du support de communication, celle-ci sera préalablement communiquée. Les caractères en gras, soulignés ou en italique ne sont pas autorisés.

Les éléments à remettre sont sollicités par le service communication de la Ville au moins 10 jours avant la date limite de transmission du texte. Cette transmission devra se faire par mail au format numérique (format Word).

Si le texte n'est pas livré dans les délais impartis, la mention « texte non communiqué » sera apposée dans l'espace réservé. Si le contenu du texte n'est pas conforme au droit, contient des propos diffamatoires ou injurieux, le directeur de publication demande par écrit une rectification à son auteur avant publication. En l'absence de rectification, la mention « texte non conforme à la législation en vigueur » sera apposée dans l'espace.

Article 31 : Modification du présent règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications par le Conseil municipal à la demande de Monsieur le Maire ou sur proposition d'un conseiller municipal.

Toute demande de modification du présent règlement par un ou plusieurs conseillers municipaux doit être formulée par écrit et adressée au maire.

Elle sera soumise à l'examen du conseil municipal.

Le conseil décide par un vote s'il y a lieu d'adopter, de rejeter ou de renvoyer pour étude préalable par une commission spéciale la ou les modifications proposées.

Article 32 : Références juridiques

Pour toutes précisions, vérifications ou complément d'informations, il y a lieu de se référer au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Fait à Pornic, le 11 mai 2026

Le Maire,



Antoine HUBERT